

Le 18 mars 2014

## **La Russie en Méditerranée : entre méthode forte et recherche d'influence.**

Par **Michel Roche**, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

La Russie de M. Poutine se positionne comme un acteur global, et son retour en Méditerranée depuis plus de deux ans vise à restaurer une influence autrefois importante et qui a fortement régressé. On l'a vu en Syrie avec la défense inconditionnelle de M. Assad, en Egypte où elle se positionne auprès de M. Sissi depuis l'an dernier et, désormais, au Maghreb et M. Lavroff s'est rendu au début du mois à Tunis. Pour régler la question de la Crimée, M. Poutine a utilisé la méthode forte ; il sera plus prudent en Méditerranée, mais la détermination sera probablement la même. Une présence plus affirmée en Méditerranée sera d'autant plus nécessaire qu'elle permettra de prévenir les contrecoups des gains en Crimée sans oublier que Moscou a bien l'intention de regagner le terrain perdu dans le Caucase. La période de l'après-guerre froide est terminée et une nouvelle page s'est ouverte pour la Russie.

La période est favorable pour faire avancer les intérêts de la Russie en Méditerranée. L'image de l'Amérique souffre d'un fort discrédit, y compris au niveau des dirigeants ; et la volonté affichée par l'administration Obama de réduire la présence américaine a accentué le trouble dans l'esprit de ses partenaires arabes. Le prestige de l'Amérique semble durablement écorné ; Moscou peut donc se présenter comme un partenaire susceptible d'équilibrer une présence américaine jugée peu fiable. Au stade où l'on se trouve, l'ambition affichée n'est pas d'offrir une solution alternative.

La Russie se pose en concurrente des Occidentaux en termes d'influence. Pour y parvenir ses atouts sont limités puisqu'il lui faut pratiquement tout reconstruire ; ceci impose un certain réalisme qui passe par la recherche d'alliés. Telle est la situation dans laquelle elle se trouve aujourd'hui mais rien n'interdit de penser que Moscou ne projette aussi la réflexion dans le long terme.

Le bilan de l'action de la Russie dans le dossier syrien est particulièrement négatif. Au départ, les Occidentaux avaient commis l'erreur d'imaginer qu'ils pouvaient tenir Moscou à une certaine distance, quitte à forcer dans leur propre sens l'interprétation de l'accord passé à Genève en 2012. Mais les Russes ont rappelé qu'ils disposent d'un pouvoir de nuisance et qu'ils savent aussi l'utiliser dès lors que cela va dans le sens de leurs intérêts. Leur objectif de départ était manifestement de garantir leur présence à Tartous et de conserver autant que possible leur seul allié dans la région ; un règlement négocié pouvait alors sembler acceptable. Mais l'objectif a évolué et le conflit syrien représente désormais pour Moscou un enjeu qui doit s'apprécier dans une perspective plus large. La poursuite du conflit permet de souligner l'impuissance « présumée » de Washington tout en exploitant les divergences entre les Occidentaux et leurs alliés arabes du Golfe. Dans la meilleure tradition de la Guerre froide, le non-règlement en Syrie constitue une carte.

M. Assad a repris l'initiative avec l'aide des armes russes et des combattants du Hezbollah ; ses troupes dominant de plus en plus sur le terrain. Sur le plan diplomatique Moscou n'a même plus besoin de s'opposer aux initiatives destinées à obtenir le départ du Président syrien qui, de son côté, se sent désormais assez fort pour soumettre sa réélection à référendum. Le scénario du recours aux urnes pour obtenir une légitimation est étrangement le même que celui que l'on vient

de voir à l'œuvre en Crimée. Et qu'importe si l'organisation d'un vote est contesté par la communauté internationale, il permettra décredibiliser encore plus l'opposition soutenue par les Occidentaux, M. Assad est redevenu un allié crédible pour Moscou ; et dans un geste qui rappelle l'époque soviétique, il vient d'être admis à l'Académie des Sciences russe. L'affaiblissement du rôle des Nations Unies s'inscrit dans ce processus et c'est ainsi que le représentant de Moscou au Conseil de Sécurité s'est tout récemment opposé à l'adoption d'un texte qui aurait permis de soutenir le médiateur des Nations Unies, M. Brahimi.

L'Égypte constitue le second terrain sur lequel la diplomatie russe cherche à s'imposer. Elle a parfaitement su profiter du flottement dans lequel la politique américaine s'est trouvée vis-à-vis du nouveau pouvoir au Caire. Les Américains ont en effet mis quelque temps à accepter le départ forcé de M. Morsi, donnant le sentiment de s'être rangés du côté des Frères Musulmans, pourtant honnis par une grande partie de la population. Au mois d'octobre 2013 Washington a ainsi gelé son l'aide militaire américaine qui représente 1,5 milliard de \$ et cette aide n'a toujours pas été rétablie ; la livraison d'importants équipements a été suspendue. La réaction du gouvernement égyptien qui est confronté à de sérieux problèmes de sécurité dans le Sinaï, avait été très vive. L'idée que l'Égypte doit se libérer du monopole américain s'est désormais imposée dans l'esprit des dirigeants égyptiens.

Les Russes qui n'ont jamais vraiment accepté leur éviction d'Égypte par Sadate en 1974, n'ont eu aucune hésitation à s'engouffrer dans la brèche et les contacts ont été pris très rapidement après la décision américaine de suspendre l'aide. Une réunion au format 2+2, réunissant les ministres des Affaires étrangères et les ministres de la Défense a été organisée en novembre, au Caire ; une seconde rencontre au même format s'est tenue en février, à Moscou. A cette occasion M. Poutine a publiquement affiché un soutien particulièrement visible à la candidature du maréchal Al Sissi à la présidence égyptienne ; et ce soutien offre un fort contraste avec le refus américain de se prononcer. La fourniture de matériels militaires pour un montant de 2 milliards de \$ est désormais évoquée et au mois de février deux délégations militaires russes se sont rendues en Égypte. Entretemps le croiseur Varyag, navire amiral de la flotte russe dans le Pacifique a fait une escale remarquée à Alexandrie ; il s'agit de la première escale d'un navire russe dans un port égyptien depuis des décennies. Et les Russes ne font plus mystère de leur souhait d'obtenir des facilités pour leurs navires à Alexandrie.

Mais Moscou n'a pas pour autant gagné la partie car il reste à prouver que le changement stratégique annoncé soit bien réel. Certes la réticence américaine face au nouveau pouvoir au Caire devrait laisser des traces ; mais dès le mois de janvier le Congrès a commencé à s'interroger sur la pertinence de la suspension de l'aide américaine et la reprise de cette aide semble désormais proche, même si une partie de l'opinion américaine reste très critique vis-à-vis du nouveau pouvoir égyptien. Le sentiment devrait évoluer car entre temps Israël a pris position pour qu'une relation normale soit rétablie avec le Caire et l'a fait savoir. C'est en effet rien moins que le respect du traité de 1979 qui est en jeu.

On peut aussi se demander si l'ouverture du Caire vers Moscou est bien dans l'intérêt des bailleurs de fonds du Golfe qui ont déjà fortement aidé le nouveau pouvoir égyptien et auxquels devrait revenir la charge de financer les « achats » d'armement russe. Vis-à-vis de la Syrie ou de l'Iran les intérêts de la Russie et ceux des partenaires arabes du Caire ne sont pas du tout les mêmes. L'Arabie saoudite qui retrouve un rôle affirmé dans la région, aura son mot à dire sur le renforcement de

l'influence russe ; or la relation de Riyad avec Moscou est mauvaise. On ne voit pas bien ce qui pourrait pousser les Saoudiens à laisser les Russes à s'installer au Caire.

Avec la Tunisie, on assiste à une ouverture. M. Lavroff s'est rendu à Tunis les 4 et 5 mars. Comme nombre de visiteurs occidentaux le chef de la diplomatie russe a voulu rendre hommage à la maturité politique du pays après l'adoption de la nouvelle constitution. Il est aussi allé au-delà en proposant de renforcer les liens dans différents domaines. M. Lavroff a également annoncé la tenue prochaine d'une commission mixte au mois de mai ; on verra alors si les offres de principe peuvent déboucher sur les propositions concrètes. Au cours de sa visite le ministre a plus particulièrement évoqué l'établissement d'un dialogue politique et la coopération dans la lutte contre le terrorisme. Il a aussi abordé le développement du tourisme. Un tel secteur n'est pas neutre pour la Tunisie ; il ne l'est pas non plus pour la Russie qui affiche 300 000 visiteurs en 2013. On peut d'ailleurs penser que la sécurité de ces touristes pourrait justifier une coopération plus active avec la Tunisie dans la lutte contre le terrorisme.

Mais c'est l'Algérie qui constitue pour Moscou le partenaire avec lequel le rétablissement d'une relation privilégiée constitue un objectif prioritaire au Maghreb. Lors de sa visite à Tunis, M. Lavroff a fait une déclaration assez tonitruante pour être remarquée : évoquant des «parties étrangères» qui veulent mettre l'Algérie à feu et à sang, il a désigné à la fois ceux qui soutiennent les djihadistes, le Mossad et les Américains, désormais présent dans le sud tunisien. Les propos du ministre visaient aussi à rappeler l'appui de Moscou au candidat Bouteflika. Cette déclaration inhabituellement agressive s'explique largement par le processus politique engagé lors de la visite à Moscou du ministre algérien des affaires étrangères, au mois de février. La relance du « partenariat stratégique » qui existait autrefois est à l'ordre du jour et pour que les choses soient claires, les déclarations officielles ont précisé que la démarche s'inscrit dans le cadre des « objectifs fixés par Poutine et Bouteflika ».

Les incertitudes qui pèsent sur l'avenir proche de l'Algérie offrent des perspectives à un retour de la Russie en Algérie. Certes entre les deux partenaires les positions divergent vis-à-vis de la Syrie ; la vision est, en revanche, la même dès qu'on aborde le Sahara Occidental et on comprend que ceci puisse tenter Alger. Entre la Russie dont les moyens économiques sont limités et l'Algérie dont la situation intérieure est fragile il reste à trouver des secteurs concrets de coopération. Mais pour beaucoup d'autres raisons Alger risque d'avoir besoin d'amis compréhensifs et peu regardants ; la Russie de M. Poutine a probablement une carte à jouer.

**Michel Roche**, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil